

Unité interdépartementale Jura et Saône-et-Loire  
Antenne de Mâcon  
37 boulevard Henri Dunant  
CS 80140  
71040 Mâcon Cedex 9

Le, 06 avril 2022

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 25/03/2022

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **MINOTERIE FOREST**

Moulin de Coureau  
71250 Bray

Références : FL/NM/2022/M\_113

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 25/03/2022 dans l'établissement MINOTERIE FOREST implanté Moulin de Coureau 71250 Bray. L'inspection a été annoncée le 31/01/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection du 25 mars 2022 avait pour objectif de réaliser un récolement à la précédente inspection du 21 août 2020.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- MINOTERIE FOREST
- Moulin de Coureau 71250 Bray
- Code AIOT dans GUN : 0005402056
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Non IED - MTD

La société MINOTERIE FOREST, spécialisée dans la fabrication de farines, dont le siège social est situé Moulin de Coureau à Bray, exploite à la même adresse une minoterie et des silos de stockage de céréales.

L'exploitation de cet établissement est régulièrement autorisée, entre autres, par l'arrêté préfectoral n° 02/0831/2-3 du 22 mars 2002.

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- barrages flottants ;
- rétention des écoulements accidentels ;
- respect des valeurs limites d'émission pour les rejets d'eaux résiduaires ;
- respect des valeurs limites d'émission pour les rejets d'eaux pluviales ;
- niveaux acoustiques admissibles ;
- défense extérieure contre l'incendie ;
- atmosphères explosives ;
- surveillance des conditions d'ensilage ;
- liste des équipements sous pression.

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées
  - les observations éventuelles
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :**

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Barrages flottants	Arrêté Préfectoral du 22/03/2002, article 11	/	Sans objet
Respect des valeurs limites d'émission pour les rejets d'eaux pluviales	Arrêté Préfectoral du 22/03/2002, article 14	/	Sans objet
Défense extérieure contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 22/03/2002, article 32	/	Sans objet
Atmosphères explosives	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 9	/	Sans objet
Liste des équipements sous pression	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6	/	Sans objet

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Respect des valeurs limites d'émission pour les rejets d'eaux résiduaires	Arrêté Préfectoral du 22/03/2002, article 14	/	Sans objet
Niveaux acoustiques admissibles	Arrêté Préfectoral du 22/03/2002, article 22	/	Sans objet
Surveillance des conditions d'ensilage	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 14	/	Sans objet

### **2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats**

Lors de la visite d'inspection :

- 3 non-conformités de précédents rapports d'inspection, sur les thèmes suivants, sont maintenues :
  - barrages flottants ;
  - respect des valeurs limites d'émission pour les rejets d'eaux pluviales ;
  - défense extérieure contre l'incendie ;
- 5 demandes de compléments sont formulées concernant :
  - barrages flottants ;
  - rétention des écoulements accidentels ;
  - respect des valeurs limites d'émission pour les rejets d'eaux pluviales ;
  - défense extérieure contre l'incendie ;
  - atmosphères explosives.

## 2-4) Fiches de constats

### Nom du point de contrôle : Barrages flottants

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 22/03/2002, article 11
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Prévention de la pollution des eaux
<b>Prescription contrôlée :</b> [...]  11.4. - Prévention des pollutions accidentelles des eaux  [...]  L'industriel s'équipe de barrages flottants qui seront implantés sur la rivière en cas d'accident. Dans cette hypothèse il informerait le maire de Cormatin, commune située en aval, le président du Syndicat Intercommunal des eaux de Grosne et Guye ainsi que le Président de la SDEI (Société de distribution d'eau intercommunale).  [...]
<b>Constats :</b> l'exploitant a précisé avoir passé la commande des nouveaux barrages flottants pour une livraison théoriquement prévue au début du mois d'avril 2022.  A la demande de l'inspection des installations classées, l'exploitant a transmis par message électronique, du 25 mars 2022, le bon de commande de barrages flottants n° OD728955 du 28 février 2022, signé par la société Minoterie Forest, avec mention "bon pour accord", au 4 mars 2022.  L'inspection des installations classées maintient la non-conformité n° 1 de son rapport référencé LW/NM/160920/3163/200 du 17 septembre 2020, en constatant que l'exploitant ne s'est toujours pas équipé, au 25 mars 2022, de barrages flottants et que le chemin d'accès et la zone de déploiement de ces matériels n'est pas facilement accessible en toute circonstance en raison de la présence de nombreux obstacles végétaux (ronces, arbrisseau...), nuisant à, voire empêchant l'implantation des barrages flottants, et ce, contrairement aux dispositions du point 11.4 de l'article 11 de l'arrêté préfectoral n° 02/0831/2-3 du 22 mars 2002.  L'exploitant transmettra des compléments à l'inspection des installations classées en communiquant : <ul style="list-style-type: none"><li>• les justificatifs documentaires (et le cas échéant les photographies à l'appui) de la bonne livraison des matériels commandés ;</li><li>• conformément à ses engagements oraux, les éléments de preuve de :<ul style="list-style-type: none"><li>◦ l'aménagement du chemin d'accès et de la zone de déploiement de ces matériels, notamment suivant les dispositions des articles 11 et 31 de l'arrêté préfectoral du 22 mars 2002 ;</li><li>◦ la mise en place d'un affichage et d'une signalétique adaptés au niveau du chemin d'accès et de la zone de déploiement, notamment suivant les dispositions des articles 31 et 32 (point 32.4) de l'arrêté préfectoral du 22 mars 2002 ;</li><li>◦ la formation et la sensibilisation du personnel à la mise en œuvre de ces matériels, notamment suivant les dispositions des articles 31 et 32 (points 32.3 et 32.7.2) de l'arrêté préfectoral du 22 mars 2002 ;</li></ul></li><li>• conformément à ses engagements oraux, la procédure de mise en œuvre de ces matériels, en situation d'urgence, notamment suivant les dispositions des articles 31 et 32 (point 32.5) de l'arrêté préfectoral du 22 mars 2002.</li></ul>
<b>Observations :</b> à la suite de l'inspection du 21 août 2020, l'inspection des installations classées retenait les éléments suivants au travers de son rapport référencé LW/NM/160920/3163/200 du 17 septembre 2020 :  « Non-conformité n° 1 : les barrages flottants devant être implantés sur la rivière, en cas de pollution accidentelle, ne sont plus opérationnels. L'exploitant doit :

- soit s'équiper de nouveaux barrages et définir les modalités de leurs mises en œuvre ;
- soit compte tenu des nombreuses évolutions réalisées sur le site, solliciter la modification de la prescription en proposant au préfet de Saône-et-Loire des mesures alternatives à ces barrages en lui transmettant tous les éléments permettant d'apprécier les mesures qui devront avoir un degré d'efficacité équivalent. »

Par courrier du 9 décembre 2020, l'exploitant a répondu les éléments suivants :

« Deux devis sont à l'étude pour le moment (annexes 1 et 2).

Nous attendons le rapport du [...] SDIS Mâcon sur nos besoins en eau nécessaire pour assurer la DECI pour faire intervenir un prestataire proposant à la fois des citernes souples et des barrages flottants. »

**Type de suites proposées :** susceptible de suites

**Proposition de suites :** sans objet

**Nom du point de contrôle : Rétention des écoulements accidentels**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 22/03/2002, article 11
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Prévention de la pollution des eaux
<b>Prescription contrôlée :</b> [...]  11.4. - Prévention des pollutions accidentelles des eaux  [...]  L'industriel s'équipe de barrages flottants qui seront implantés sur la rivière en cas d'accident. Dans cette hypothèse il informerait le maire de Cormatin, commune située en aval, le président du Syndicat Intercommunal des eaux de Grosne et Guye ainsi que le Président de la SDEI (Société de distribution d'eau intercommunale).  [...]
<b>Constats :</b> L'inspection des installations classées souligne que l'exploitant étudie une solution de confinement des écoulements accidentels susceptibles d'être pollués plus efficace que celle du recours aux barrages flottants.  L'exploitant transmettra des compléments à l'inspection des installations classées en précisant son plan d'actions ainsi que le calendrier associé avec engagements formels de la direction pour déterminer et déployer une solution pérenne et plus efficace de confinement des écoulements accidentels susceptibles d'être pollués. Les réflexions qui seront menées devront privilégier la collecte et le confinement par gravité, et ce, de l'intégralité des écoulements (incluant l'ensemble des eaux d'extinction nécessaires à la lutte contre l'incendie, le volume de liquide libéré par cet incendie, le volume d'eau lié aux intempéries), voire par l'intermédiaire de moyens de relevage intermédiaires, fiables, entretenus et testés régulièrement. La solution définitive devra également recevoir l'avis favorable du SDIS de Saône-et-Loire, faire l'objet de formations du personnel et de mises à jour des procédures de maintenance, de tests, de gestion des situations d'urgence.  L'inspection des installations classées rappelle que les mesures in fine retenues, accompagnées des éléments d'appréciation utiles, seront transmis au préfet en application de l'article R. 181-46 du code de l'environnement.
<b>Observations :</b> A la suite de l'inspection du 21 août 2020, l'inspection des installations classées retenait les éléments suivants au travers de son rapport référencé LW/NM/160920/3163/200 du 17 septembre 2020 :  « Non-conformité n° 1 : les barrages flottants devant être implantés sur la rivière, en cas de pollution accidentelle, ne sont plus opérationnels. L'exploitant doit : <ul style="list-style-type: none"><li>• soit s'équiper de nouveaux barrages et définir les modalités de leurs mises en œuvre ;</li><li>• soit compte tenu des nombreuses évolutions réalisées sur le site, solliciter la modification de la prescription en proposant au préfet de Saône-et-Loire des mesures alternatives à ces barrages en lui transmettant tous les éléments permettant d'apprécier les mesures qui devront avoir un degré d'efficacité équivalent. »</li></ul> Par courrier du 9 décembre 2020, l'exploitant a répondu les éléments suivants :  « Deux devis sont à l'étude pour le moment (annexes 1 et 2). Nous attendons le rapport du [...] SDIS Mâcon sur nos les besoins en eau nécessaire pour assurer la DECI pour faire intervenir un prestataire proposant à la fois des citernes souples et des barrages flottants. »
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle :** Respect des valeurs limites d'émission pour les rejets d'eaux résiduaires

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 22/03/2002, article 14 (modifié par l'article 3 de l'arrêté préfectoral complémentaire n° DLPE-BENV-2016-139-1 du 18 mai 2016

**Thème(s) :** Risques chroniques, Prévention de la pollution des eaux

**Prescription contrôlée :**

[...]

14.3. - Rejets

Avant le 30 septembre 2002, les effluents rejetés par l'établissement, quelle que soit leur nature, respectent en toutes circonstances et sans dilution, les prescriptions suivantes :

[...]

B.1. Eaux résiduaires après traitement

Pour le rejet de la station d'épuration

Débit Maxi		4 m <sup>3</sup> /j			
Paramètres à mesurer	Normes d'analyses NF-T	Concentration (mg/l)		Flux	
		maximale instantanée	moyenne journalière maximale	maximal instantané (g/h)	maximal journalier (g/j)
MES	90 105	90	72	30	290
DCO	90 101	270	216	90	870
DBO <sub>5</sub>	90 103	120	96	40	385
N global	EN ISO : 25 663, 10 304, 13 395, 26 777 et FD T90 045	90	73	30	290

[...]

**Constats :** à la demande de l'inspection des installations classées, l'exploitant a transmis par message électronique, du 25 mars 2022, le rapport d'autosurveillance des rejets d'eaux résiduaires référencé EU-2021-18, du 10 décembre 2021, établi par la SARL AMP Environnement.

Ce rapport conclut que "les paramètres analysés lors du bilan 24 heures de pollution respectent les valeurs de l'arrêté préfectoral que cela soit en concentration ou en flux."

**Observations :** à la suite de l'inspection du 21 août 2020, l'inspection des installations classées retenait les éléments suivants au travers de son rapport référencé LW/NM/160920/3163/200 du 17 septembre 2020 :

« Non-conformité n° 3 : les résultats des analyses réalisées par l'exploitant le 10 février 2020 révèlent des valeurs en concentration supérieures aux valeurs limites prescrites sur les paramètres physico-chimiques MES et DCO :

- MES : 81 mg pour 72 mg autorisé ;
- DCO : 286 mg pour 216 mg autorisé.

Il en est de même pour le contrôle inopiné réalisé le 15 juillet 2020. Les concentrations de matières en suspension (MES) sont supérieures aux valeurs limites prescrites.

- MES : 144 mg pour 72 mg autorisé. »

Par courrier du 9 décembre 2020, l'exploitant a répondu les éléments suivants :

« La société NEVE Environnement s'est rendue 2 fois sur notre site pour une proposition d'étude de notre micro station qui est actuellement en cours.

Parallèlement, nous avons décidé d'augmenter la fréquence de la vidange de notre micro station

en passant de 6 mois à 3 mois. La dernière vidange ayant eu lieu le 16/11/20 nous ferons intervenir la société AMP Environnement pour réalisation d'un nouveau bilan 24 heures début février avant la nouvelle vidange afin de mesurer l'efficacité de ce changement de fréquence. »

**Type de suites proposées :** sans suite

**Proposition de suites :** sans objet



**Nom du point de contrôle :** Respect des valeurs limites d'émission pour les rejets d'eaux pluviales

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 22/03/2002, article 14

**Thème(s) :** Risques chroniques, Prévention de la pollution des eaux

**Prescription contrôlée :**

[...]

14.3. - Rejets

Avant le 30 septembre 2002, les effluents rejetés par l'établissement, quelle que soit leur nature, respectent en toutes circonstances et sans dilution, les prescriptions suivantes :

[...]

B.2. Eaux pluviales et autres aux propres

Paramètres	Normes d'analyses	Concentration instantanée (mg/l)
MES	NF.T 90 105	15
DCO	NF.T 90 101	40
Hydrocarbures	NF.T 90 114	5

[...]

**Constats :** à la demande de l'inspection des installations classées, l'exploitant a transmis par message électronique, du 25 mars 2022, le rapport d'autosurveillance des rejets d'eaux pluviales référencé EP-2021-286, du 4 février 2022, établi par la SARL AMP Environnement relatif aux prélèvements effectués le 10 décembre 2021.

Ce rapport conclut que "le point 5 (i.e. : EP 5) est conforme en tous points à l'arrêté préfectoral complémentaire de mai 2016.

Les analyses des prélèvements d'eaux pluviales effectués le 15 mars 2018, montrent plusieurs dépassements par rapport à l'arrêté préfectoral de mars 2002.

Des dépassements pour le paramètre MES pour les points :

- EP1 : 39 mg/l mesuré contre 15 mg/l autorisé,
- EP2 : 18 mg/l mesuré contre 15 mg/l autorisé,
- EP3 : 28 mg/l mesuré contre 15 mg/l autorisé,
- EP4 : 27 mg/l mesuré contre 15 mg/l autorisé,
- EP6 : 69 mg/l mesuré contre 15 mg/l autorisé.

Un dépassement pour le paramètre DCO pour le point :

- EP6 : 46 mg/l mesuré contre 40 mg/l autorisé.

Certains des paramètres présente des non-conformités notamment due à la présence de matières (dépôts, terre...) dans l'eau prélevée sur les points 3, 4 et 6, cela explique les dépassements concernant la concentration en matières en suspension. Pour le point EP1, il est possible que des poussières et des dépôts ont eu lieu sur le toit engendrant ces écarts.

Il est à noter que les résultats sont correctes, la difficulté de certains prélèvements a pu engendrer la prise de matières donnant un dépassement au niveau des MES."

L'exploitant a également transmis par message électronique, du 25 mars 2022, le devis référencé 20210064 du 3 mai 2021 établi par la société N.T.T. TOITURE relatif au nettoyage des toitures.

L'exploitant a précisé que la société N.T.T. TOITURE a fait l'objet d'une procédure de liquidation judiciaire et s'est engagé à faire réaliser un nouveau devis pour le nettoyage des toitures et un nettoyage des réseaux et des points de prélèvements, axes d'amélioration identifiés pour permettre le respect des valeurs limites d'émission des rejets d'eaux pluviales.

L'inspection des installations classées maintient la non-conformité n° 4 de son rapport référencé LW/NM/160920/3163/200 du 17 septembre 2020, en constatant que les résultats des analyses

d'autosurveillance des rejets d'eaux pluviales révèlent toujours des dépassements des valeurs limites d'émissions imposées en concentration sur les matières en suspension et la demande chimique en oxygène, et ce, contrairement aux dispositions du sous-point B.2. du point 14.3. de l'article 14 de l'arrêté préfectoral n° 02/0831/2-3 du 22 mars 2002.

L'exploitant transmettra des compléments à l'inspection des installations classées en précisant son plan d'actions correctives et curatives ainsi que le calendrier associé avec engagements formels de la direction pour déployer une solution de mise en conformité vis-à-vis des exigences en matière d'entretien des réseaux et de respect des valeurs limites d'émissions pour les rejets d'eaux pluviales.

**Observations :** à la suite de l'inspection du 21 août 2020, l'inspection des installations classées retenait les éléments suivants au travers de son rapport référencé LW/NM/160920/3163/200 du 17 septembre 2020 :

« Non-conformité n° 4 : les résultats des analyses réalisées par l'exploitant le 12 juin 2019 révèlent des valeurs en concentration supérieures aux valeurs limites prescrites sur les paramètres physico-chimiques MES et DCO. »

Par courrier du 9 décembre 2020, l'exploitant a répondu les éléments suivants :

« La société Fauconnerie Team réalise une campagne de dépigeonnage à la Minoterie depuis août 2020.

A l'issue de cette campagne (fin décembre 2020) nous ferons intervenir une société pour le nettoyage de nos toitures. Nous avons déjà contacté la société Latour qui se rendra dans nos locaux le 12/01/21 pour établissement d'un devis. »

**Type de suites proposées :** susceptible de suites

**Proposition de suites :** sans objet

## Nom du point de contrôle : Niveaux acoustiques admissibles

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 22/03/2002, article 22		
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Prévention et lutte contre le bruit		
<b>Prescription contrôlée :</b> [...]  22.2. - Niveaux acoustiques admissibles  Les niveaux de bruit à ne pas dépasser en limite de l'établissement, installations en fonctionnement, sont fixés comme suit :		
<b>Zones concernées (se référer au plan annexé)</b>	<b>Niveau limite en dB (A)</b>	
	<b>de 7 h à 22 h sauf dimanches et jours fériés</b>	<b>de 22 h à 7 h ainsi que dimanches et jours fériés</b>
Points B1,B2,B3	70	60
Point B 4	70	46
[...]		
<b>Constats :</b> l'exploitant a remis, lors de l'inspection du 25 mars 2022, le rapport acoustique référencé 12226234-1-1, du 9 février 2022, établi par la société Bureau Veritas.  Ce rapport conclut que : <ul style="list-style-type: none"><li>• "le résultat de la campagne est conforme et ne présente aucun dépassement de la valeur limite sur le point n° 3 en période nocturne" ;</li><li>• "une campagne de mesures de bruit a été réalisée du 16/12/2021 au 17/12/2021 en limite de propriété du site suivant : Minoterie Forest Moulin de Coureau 71250 Bray, les résultats conduisent aux constats suivants : conformes pour les niveaux en limite de site et conformes pour les tonalités marquées".</li></ul>		
<b>Observations :</b> à la suite de l'inspection du 21 août 2020, l'inspection des installations classées retenait les éléments suivants au travers de son rapport référencé LW/NM/160920/3163/200 du 17 septembre 2020 :  « Non-conformité n° 5 : la dernière campagne de mesures des niveaux sonores réalisée en octobre 2017 a révélé deux valeurs supérieures aux valeurs limites prescrites par l'arrêté préfectoral d'autorisation en période nocturne, aux points : <ul style="list-style-type: none"><li>• B3 (est), 64 dB(A) relevé pour 60 autorisés ;</li><li>• B4 (nord), 47,5 dB(A) relevé pour 46 autorisés.</li></ul> L'inspection a informé l'exploitant en séance que ses installations ont fait l'objet d'un signalement au préfet de la part d'un riverain faisant état, par l'intermédiaire d'un formulaire de réclamations, de nuisances sonores subies de jour comme de nuit.  Demande de compléments n° 1 : l'exploitant, qui a prévu de réaliser la prochaine campagne de mesures début octobre 2020, veillera à respecter cette échéance. Il transmettra à l'inspection de l'environnement le rapport de cette nouvelle campagne de mesures dès sa réception. Si les résultats révèlent de nouveaux dépassements des valeurs limites prescrites, l'exploitant transmettra dans le même temps les actions qu'il envisage de mettre en œuvre afin de limiter l'impact sonore lié au fonctionnement de ses installations. »  Par courrier du 9 décembre 2020, l'exploitant a répondu les éléments suivants :  « Le dernier rapport du 23/11 (annexe 4) a relevé une valeur supérieure aux valeurs limites en période nocturne : point B3, 67 dB relevés pour 60 autorisés.		

Ce dépassement provenant de la sirène située à proximité des silos, nous avons procédé à son remplacement le 30/11 par une sirène ayant moins de dB que la précédente (104 dB vs 127 dB). Nous pensons qu'il serait pertinent de refaire une ultime campagne de mesure sur le point non conforme suite aux modifications que nous avons effectuées, mais souhaitons avoir votre avis au préalable avant d'entamer cette dernière démarche. »

**Type de suites proposées :** sans suite

**Proposition de suites :** sans objet

**Nom du point de contrôle : Défense extérieure contre l'incendie**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 22/03/2002, article 32
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Sécurité
<b>Prescription contrôlée :</b> [...]  32.7.1 – Moyens matériels  L'établissement doit être doté au moins de : <ul style="list-style-type: none"><li>- 47 extincteurs dont 4 à eau de 50 litres ;</li><li>- 2 colonnes sèches ;</li><li>- 3 zones de pompage aménagées ;</li><li>- détections incendie ionique ou infrarouge ou velocinétique dans l'ensemble des bâtiments.</li></ul> L'ensemble de ces matériels est accessible et utilisable en toute circonstance. Ils sont conformes aux normes en vigueur et compatibles avec les moyens de secours publics.  [...]
<b>Constats :</b> conformément à la demande de compléments n° 2 du rapport de l'inspection des installations classées référencé LW/NM/160920/3163/200 du 17 septembre 2020, l'exploitant s'est rapproché du SDIS de Saône-et-Loire qui a déterminé, fin 2020, un besoin d'eaux d'extinction d'incendie de 1440 m <sup>3</sup> pour un incendie de deux heures.  L'exploitant a pris initialement contact avec la société Suez, gestionnaire du réseau d'adduction d'eau potable, pour envisager l'installation de poteaux d'incendie, mais le débit du réseau s'est avéré insuffisant.  En raison de l'environnement du site, localisé en zone Natura 2000, l'exploitant a alors préféré ne pas s'orienter, en première intention, sur des réserves artificielles de stockage des eaux d'extinction d'incendie. Une étude est ainsi en cours afin de réaliser une réserve naturelle unique nécessitant un décaissement préalable d'une zone naturelle, intégrant plusieurs mares existantes alimentées par le canal de décharge du bief d'amenée d'eau au moulin (bief issu de la rivière Grosne).  L'exploitant s'est alors rapproché de l'Office français de la biodiversité (OFB), de la direction départementale des territoires (DDT) de Saône-et-Loire et de l'animateur de la zone Natura 2000 référencée FR2601016 "bocage, forêts et milieux humides du bassin de la Grosne et du Clunisois". A la demande de la DDT 71, des prélèvements sont prévus, en lien avec la chambre d'agriculture de Saône et Loire, afin de statuer sur la présence ou non de zones humides.  L'inspection des installations classées sensibilise à nouveau l'exploitant sur : <ul style="list-style-type: none"><li>• la nomenclature des installations, ouvrages, travaux et activités (IOTA), annexée à l'article R. 214-1 du code de l'environnement (CE) et ayant une incidence sur l'eau et les milieux aquatiques (impacts sur les zones humides, le lit mineur et/ou majeur du cours d'eau) ;</li><li>• la possible nécessité d'une évaluation des incidences sur le site Natura 2000 concerné selon les dispositions de l'article R. 414-19 du CE ;</li><li>• le risque d'atteinte aux espèces protégées et à leurs habitats selon les articles L. 411-1 et L. 411-2 du CE ;</li><li>• l'éventuelle soumission aux catégories de projets du tableau annexé à l'article R. 122-2 du CE, notamment la catégorie 21 relative aux barrages et autres installations destinées à retenir les eaux ou à les stocker ;</li><li>• les possibles conséquences négatives sur l'économie agricole suivant les dispositions de l'article L. 112-1-3 du code rural et de la pêche maritime ;</li><li>• la nécessité d'analyser la suffisance de la Grosne pour alimenter cette future réserve naturelle et de prendre en compte l'impact de l'évaporation en période estivale.</li></ul> Au-delà des contacts déjà pris, l'exploitant a été invité à prendre l'attache du service "biodiversité,

eau, patrimoine" de la DREAL BFC concernant les données hydrométriques de la Grosne et en matière d'atteinte aux espèces protégées et à leurs habitats.

L'inspection des installations classées maintient la non-conformité n° 6 de son rapport référencé LW/NM/160920/3163/200 du 17 septembre 2020, en constatant que l'exploitant ne dispose toujours pas de 3 zones de pompage aménagées, accessibles et utilisables en toute circonstance, conformes aux normes en vigueur et compatibles avec les moyens de secours publics, et ce, contrairement aux dispositions du point 32.71 de l'article 32 de l'arrêté préfectoral n° 02/0831/2-3 du 22 mars 2002.

L'exploitant transmettra des compléments à l'inspection des installations classées en fournissant son plan d'actions ainsi que le calendrier associé avec engagements formels de la direction pour se mettre en conformité vis-à-vis des exigences afférentes en matière de défense extérieure contre l'incendie. Par ailleurs, l'exploitant se rapprochera du SDIS 71 afin de déterminer et de mettre en œuvre des solutions compensatoires temporaires dans l'attente du déploiement de la solution définitive. Enfin, l'exploitant analysera la pertinence d'un réseau privé et surpressé de poteaux d'incendie.

**Observations :** A la suite de l'inspection du 21 août 2020, l'inspection des installations classées retenait les éléments suivants au travers de son rapport référencé LW/NM/160920/3163/200 du 17 septembre 2020 :

« Les installations ne disposent pas de poteaux d'incendie, à l'intérieur comme à l'extérieur du site.

La défense extérieure contre l'incendie (DECI) est assurée par deux zones de pompages des eaux, l'une dans la rivière à l'entrée du site, l'autre dans le bief du moulin au centre des installations.

En préalable, ces zones ne sont pas spécialement « aménagées » au sens du règlement départemental de défense extérieure contre l'incendie, il n'y a pas, entre autres, de dispositif fixe d'aspiration.

Non-conformité n° 6 : la zone de pompage située à l'entrée du site est difficilement accessible et exploitable compte tenu du faible niveau d'eau à cet endroit de la rivière et des contraintes technique pour le pompage. Cette zone n'est donc pas accessible et utilisable en toute circonstance.

Concernant la zone située au centre des installations, le volume d'eau disponible, quand les vannes du moulin (non étanches) sont fermées, est difficilement quantifiable.

Demande de compléments n° 2 : l'exploitant doit déterminer les besoins en eau nécessaire au SDIS pour assurer la DECI de ces installations au moyen du document technique D9 et justifier que ces besoins sont disponibles par tout temps et en toute circonstance.

L'exploitant pourra solliciter l'avis du groupement opérationnel du SDIS de Saône-et-Loire dont les bureaux sont situés à Mâcon. »

Par courrier du 9 décembre 2020, l'exploitant a répondu les éléments suivants :

« Le lieutenant [...] du SDIS Mâcon s'est rendu sur notre site les 22 octobre et 27 novembre afin de réaliser une étude de défense incendie et de déterminer les besoins en eau nécessaire pour assurer la DECI. Un rapport avec des préconisations nous sera transmis d'ici la fin de l'année. Les mesures appropriées seront prises en conséquence. »

**Type de suites proposées :** susceptible de suites

**Proposition de suites :** sans objet

## Nom du point de contrôle : Atmosphères explosives

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 9
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Prévention des risques d'explosion et d'incendie et mesures de protection
<b>Prescription contrôlée :</b> [...]  Dans les locaux de l'établissement susceptibles d'être à l'origine d'incendies notamment lorsqu'ils ont été identifiés dans l'étude de dangers, les installations électriques, y compris les canalisations, doivent être conformes aux prescriptions de l'article 422 de la norme NF C 15-100 relative aux locaux à risque d'incendie.  Le silo est efficacement protégé contre les risques liés aux effets de l'électricité statique, des courants vagabonds et de la foudre.  Les appareils et systèmes de protection susceptibles d'être à l'origine d'explosions notamment lorsqu'ils ont été identifiés dans l'étude de dangers, doivent au minimum : <ul style="list-style-type: none"><li>- appartenir aux catégories 1D, 2D ou 3D pour le groupe d'appareils II (la lettre "D" concernant les atmosphères explosives dues à la présence de poussières) telles que définies dans le décret n°96-1010 du 19 novembre 1996, relatif aux appareils et aux systèmes de protection destinés à être utilisés en atmosphère explosible;</li><li>- ou disposer d'une étanchéité correspondant à un indice de protection IP 5X minimum (enveloppes "protégées contre les poussières " dans le cas de poussières isolantes, norme NF 60-529), et posséder une température de surface au plus égale au minimum : des 2/3 de la température d'inflammation en nuage, et de la température d'inflammation en couche de 5 mm diminuée de 75°C.</li></ul> L'exploitant doit tenir à la disposition de l'Inspection des Installations Classées un rapport annuel. Ce rapport est constitué des pièces suivantes : <ul style="list-style-type: none"><li>- l'avis d'un organisme compétent sur les mesures prises pour prévenir les risques liés aux effets de l'électricité statique et des courants vagabonds ;</li><li>- l'avis d'un organisme compétent sur la conformité des installations électriques et du matériel utilisé aux dispositions du présent arrêté ;</li></ul> Un suivi formalisé de la prise en compte des conclusions du rapport doit être tenu à la disposition de l'Inspection des installations classées.  [...]
<b>Constats :</b> l'exploitant a fait réaliser un rapport de zonage ATEX référencé EK1K0/21/696, du 30 juillet 2021, par la société Socotec Environnement.  L'exploitant a alors présenté un plan d'actions préliminaire pour permettre une appropriation interne du rapport de la société Socotec Environnement, d'engager une réflexion sur l'adéquation des matériels vis-à-vis des exigences réglementaires et d'aboutir à la mise en conformité si nécessaire, et ce, entre le service interne de l'exploitant en charge de la maintenance et celui en charge des sujets liés à la qualité, l'hygiène, la sécurité, l'environnement. L'exploitant prévoit in fine et si nécessaire, un échange avec la société Socotec Environnement et son prestataire ayant été en charge de l'installation et de la mise au norme des équipements du site vis-à-vis des exigences afférentes aux atmosphères explosibles.  L'exploitant transmettra des compléments à l'inspection des installations classées en précisant son plan d'actions correctives et curatives ainsi que le calendrier associé avec engagements formels de la direction pour une mise en conformité pérenne des installations vis-à-vis des exigences réglementaires en atmosphères explosibles et tiendra in fine à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments justificatifs démontrant que le silo est efficacement protégé contre les risques liés aux effets de l'électricité statique, des courants vagabonds et de la foudre.

**Observations :** à la suite de l'inspection du 21 août 2020, l'inspection des installations classées retenait les éléments suivants au travers de son rapport référencé LW/NM/160920/3163/200 du 17 septembre 2020 :

« Lors de la précédente inspection réalisée en 2013, un échéancier de mise en conformité des matériels électriques avait été présenté à l'inspection de l'environnement. Cet échéancier faisait suite à une étude de criticité réalisée par un organisme extérieur.

Non-conformité n° 7 : l'exploitant, qui ne dispose pas de traçabilité sur la réalisation de ces travaux, il n'est donc pas en mesure de démontrer que le silo est efficacement protégé contre les risques liés aux effets de l'électricité statique et des courants vagabonds. »

Par courrier du 9 décembre 2020, l'exploitant a répondu les éléments suivants :

« Un devis émis par la société Socotec (annexe 5) pour détermination des zones à risques d'explosion, contrôle d'adéquation du matériel installé en zone et mise en forme du Document Relatif à la Protection contre les Explosions a été validé le 08/12 pour une intervention début 2021.  
»

**Type de suites proposées :** susceptible de suites

**Proposition de suites :** sans objet



**Nom du point de contrôle :** Surveillance des conditions d'ensilage

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 14
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Prévention des risques d'explosion et d'incendie et mesures de protection
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant doit s'assurer périodiquement que les conditions d'ensilage des produits (durée de stockage, taux d'humidité, température, etc.) n'entraînent pas des dégagements de gaz inflammables et des risques d'auto-échauffement.
<b>Constats :</b> L'exploitant a présenté son interface de supervision permettant de suivre les contrôles de température et d'humidité à la réception et avant l'ensilage des blés.
<b>Observations :</b> A la suite de l'inspection du 21 août 2020, l'inspection des installations classées retenait les éléments suivants au travers de son rapport référencé LW/NM/160920/3163/200 du 17 septembre 2020 :  « Non-conformité n° 8 : depuis peu, à la suite de difficultés techniques liées à la modernisation des installations, l'exploitant ne surveille plus les conditions d'ensilage et ne renseigne plus le registre de suivi de cette surveillance.  Il convient de noter que les produits entrant font l'objet d'un contrôle de température et d'humidité à réception avant d'être ensilés. »  Par courrier du 9 décembre 2020, l'exploitant a répondu les éléments suivants :  « Les contrôles de la température du blé sont de nouveau réalisés et enregistrés. »
<b>Type de suites proposées :</b> sans suite
<b>Proposition de suites :</b> sans objet

**Nom du point de contrôle :** Liste des équipements sous pression

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Conditions générales d'installation et d'exploitation
<b>Prescription contrôlée :</b> [...]  III. - L'exploitant tient à jour une liste des récipients fixes, des générateurs de vapeur et des tuyauteries soumis aux dispositions du présent arrêté, y compris les équipements ou installations au chômage. Cette liste indique, pour chaque équipement, le type, le régime de surveillance, les dates de réalisation de la dernière et de la prochaine inspection et de la dernière et de la prochaine requalification périodique. L'exploitant tient cette liste à la disposition des agents chargés de la surveillance des appareils à pression.
<b>Constats :</b> l'exploitant a présenté en inspection la liste des équipements sous pression du site incluant neuf équipements.  Les dates de réalisation de la dernière et de la prochaine inspection et les dates de mises en service des équipements ont été ajoutées.  Selon les informations présentes au sein de cette liste, les neuf équipements listés sont à jour de leurs inspections et requalifications périodiques.  Seuls deux équipements avaient ainsi fait l'objet d'une première inspection périodique. A la demande de l'inspection des installations classées, l'exploitant a transmis par message électronique, du 25 mars 2022, les comptes-rendus d'inspections périodiques d'équipements sous pression suivants établis par la société Dekra : <ul style="list-style-type: none"><li>• réservoir avec pour numéro de fabrication 06378, rapport référencé D39774812001 R 001 M01 du 02/12/2020 (inspection périodique réalisée le 07/07/2020) ;</li><li>• déshuileur avec pour numéro de fabrication 100051, rapport référencé D39774812001 R 002 M01 du 02/12/2020 (inspection périodique réalisée le 07/07/2020).</li></ul> Ces deux rapports concluent respectivement que "l'équipement peut être maintenu ou remis en service".  Malgré le fait que la liste présentée évoque l'arrêté ministériel du 20 novembre 2017 et intègre les dates des précédentes et prochaines inspections et requalifications périodiques, l'inspection des installations classées relève que celle-ci devrait, pour chaque équipement, préciser explicitement le régime de surveillance des équipements, et ce, conformément aux dispositions du III de l'article 6 de l'arrêté ministériel du 20 novembre 2017.  Le régime de surveillance relève soit des inspections et requalifications périodiques imposées par l'arrêté ministériel du 20 novembre 2017 soit d'un plan d'inspection.
<b>Observations :</b> à la suite de l'inspection du 21 août 2020, l'inspection des installations classées retenait les éléments suivants au travers de son rapport référencé LW/NM/160920/3163/200 du 17 septembre 2020 :  « Observation n° 9 : l'exploitant dispose d'une liste de 8 équipements sous pression qui sont à jour de requalification périodique. Cette liste ne fait pas mention des dates de réalisation de la dernière et de la prochaine inspection, et en l'absence de la date de mise en service des équipements il n'est pas possible de statuer sur le respect de cette échéance réglementaire. »  Par courrier du 9 décembre 2020, l'exploitant a répondu les éléments suivants :  « Les dates de mise en service, de réalisation de la dernière et de la prochaine inspection ont été ajoutées aux rapports (annexe 7). »

<b>Type de suites proposées :</b> susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> sans objet